

# 50<sup>me</sup> CONGRÈS DE L'U.N.E.F.

## CAEN - 26 - 31 MARS 1961

### *Le syndicalisme étudiant est majeur*



Pierre GAUDEZ  
Un syndicalisme responsable, la jeunesse a conquis droit de cité.  
(Herschtritt.)

#### *De Lyon à Caen*

LE 50<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. a commencé ses travaux à Caen le 26 mars. Le fait marquant du Congrès fut, dès le départ, la présence et la participation aux débats de nombreuses organisations extérieures au Mouvement étudiant. Sur le plan français, ce sont l'ensemble des grandes centrales ouvrières (C.G.T., C.F.T.C., F.O.), les syndicats enseignants (F.E.N., S.G.E.N.) et un certain nombre d'associations socio-professionnelles qui ont tenu à marquer la place de choix que l'U.N.E.F. a acquise dans ce pays en passant de la défense des étudiants à la défense de l'Université, de la Jeunesse et des valeurs qui leur sont attachées.

**Sur le plan international** : plus de 60 organisations. Unions nationales et internationales d'étudiants, et en particulier, pour la première fois depuis 1956, l'ensemble des organisations d'étudiants des pays colonisés ou anciennement colonisés. Les relations rompues en 1956 entre le Comité de

Liaison des Etudiants d'Outre-Mer et l'U.N.E.F. à cause de la guerre d'Algérie et de la rupture avec l'U.G.E.M.A. avaient été renouées à la suite du Congrès de Lyon.

Leur présence à Caen marquait la reprise du dialogue et du travail en commun, et à travers les interventions des délégués, tant africains, et surtout nord-africains, que français, on sentait dès les premiers jours, que le problème de la **décolonisation** tiendrait une large place dans les discussions des Commissions et les résolutions du Congrès.

L'opposition interne est définitivement écrasée et ceux qui, sous couvert d'apolitisme ont tenté par l'intermédiaire d'un « Comité de liaison et d'information des Etudiants de France » de lancer des campagnes anti-U.N.E.F. chez les étudiants et dans le public ont fait la démonstration de leur non-représentativité. De plus, des lettres émanant de ce Comité reconnaissent formellement le soutien non seulement moral mais financier que l'U.N.R. apporte à ce mouvement (lettre d'un membre du Secrétariat du Comité au président de l'A.G. de Limoges). Actuellement, cette opposition a perdu depuis un an la moitié de ses mandats et c'est par 701 voix contre 70 (une trentaine ne prenant pas part au vote), que le Rapport moral de Pierre Gaudez, président sortant, a été voté.

Cette année encore, le problème algérien est au centre du débat et domine le Congrès. Le message de l'U.G.E.M.A. (Union Générale des Etudiants musulmans algériens) que nous publions ci-dessous, fut accueilli avec enthousiasme, et c'est au nom de l'ensemble des étudiants de France, devant le congrès debout et applaudissant, que Gaudez formulait le vœu de voir l'an prochain l'U.G.E.M.A., union nationale, participer directement au 51<sup>e</sup> Congrès.

### **ALGERIE**

Le 50e Congrès de l'U.N.E.F., CONSIDERE que la lutte que mène depuis 7 ans le peuple algérien, l'évolution de la situation internationale, la pression exercée par l'opinion française à laquelle le Mouvement Etudiant a su apporter sa contribution ont amené le Gouvernement Français à accepter les négociations officielles et directes avec le G.P.R.A.

SE FELICITE particulièrement de l'action menée par l'U.N.E.F. depuis le Congrès de Lyon notamment : la reprise des relations avec l'U.G.E.M.A., la déclaration du 30 juin, la journée nationale du 27 octobre réalisée avec les syndicats ouvriers et enseignants, la déclaration commune des syndicats ouvriers et étudiants, français et algériens du 21 février.

Les difficultés que les négociateurs auront à surmonter exigent que la pression de l'opinion publique continue à s'exercer plus que jamais pour que ces négociations aboutissent et que ne se renouvelle pas l'échec de Melun.

ESTIME que de ces négociations doivent sortir simultanément l'arrêt de la guerre et les conditions permettant au peuple algérien d'une part d'exprimer sa volonté de liberté et d'indépendance, et d'autre part de mettre en place les structures économiques et sociales de son choix qui garantiront le développement de l'Algérie et les droits, fondamentaux de chacun.

Toute attitude du Gouvernement français qui s'opposerait à ces exigences contenues dans le principe même de l'autodétermination, et qui mettrait en cause la représentativité du G.P.R.A. ou qui viserait à porter atteinte à l'intégrité du territoire algérien, lui ferait porter la responsabilité de l'échec de la négociation.

DECIDE de promouvoir sur ces bases toute action de l'U.N.E.F. des A.G.E., en accord avec les syndicats ouvriers, paysans et enseignants pour le succès de la négociation.

Par delà les questions brûlantes de l'actualité, c'est à travers les dures batailles quotidiennes — cogestion des œuvres universitaires, logement, réforme et démocratisation de l'Enseignement, revalorisation de la Fonction enseignante, etc.. — que le Congrès allait devoir démontrer la maturité de la réflexion des responsables étudiants et du degré de prise de conscience de leur base. Dans les interventions faites lors du débat sur le Rapport moral, on sentait le poids que les problèmes généraux de l'Université face au système économique avaient pesé dans les travaux des Associations Générales. Sans que toutes aillent aussi loin que l'A.G. de Rennes,

remettant en cause l'ensemble du système économique et politique, il était évident que les commissions intérieures et universitaires allaient aborder certains problèmes beaucoup plus au fond que les années précédentes et dégageraient les lignes de force qui serviraient de cadre au travail du prochain bureau.

### **Au programme du Congrès :**

**C'**EST en analysant les conditions de vie des étudiants et la structure de l'enseignement français que le syndicalisme étudiant a été conduit à poser ses problèmes dans le cadre de la nation et de la conjoncture internationale. Cette démarche de pensée a été celle suivie par le congrès de Caen qui a d'abord analysé la vie matérielle des étudiants (logement, œuvres universitaires, sport, santé, service militaire), puis la situation de l'enseignement (critique de la structure actuelle, définition de la démocratisation, lutte aux côtés des enseignants et laïcité). Le congrès a posé le problème de l'Université et de la jeunesse au sein des structures économiques du pays, enfin s'est occupé de la coopération étudiante internationale, de l'Algérie et de la décolonisation.

### **La vie matérielle des étudiants**

La cogestion des œuvres universitaires n'est plus remise en cause actuellement sur le plan légal. Mais le travail du Centre National des Œuvres est soumis à un véritable sabotage tant administratif que financier. Le congrès a réaffirmé son attachement au principe de la cogestion et la nécessité de donner aux administrateurs étudiants la possibilité d'approfondir leurs connaissances techniques.

Nous ne devons pas oublier que la cogestion étudiante est un pas vers la cogestion de l'Université, position de fond de l'U.N.E.F., et ne ressemble en rien de par sa nature à une quelconque association capital-travail. C'est surtout une étape transitoire dans la mesure où les étudiants refusent la situation « d'assistés » et réclament l'établissement de **l'allocation d'études**. La cogestion est un acquis que le mouvement étudiant se doit de défendre, mais il ne faudrait pas qu'il aboutisse à une sclérose de l'action revendicative sur les problèmes de fonds. Le congrès semble d'ailleurs l'avoir parfaitement compris.

### **Logement et santé**

Le congrès a spécialement insisté sur

l'impératif social du logement, et le besoin de centres sociaux, culturels, médico-sociaux, maisons de jeunes, salles de réunion, restaurants.

Il est particulièrement important de noter cette prise de position qui réclame que l'étudiant ne soit plus isolé de la société et parqué dans des cités, mais qu'il soit replacé au sein de la population, le logement étudiant n'étant qu'un cas particulier du problème général du logement et devant se résoudre dans ce cadre.

**Il faut rapprocher de ce problème du logement, celui de la décentralisation et de l'extension des moyens culturels et de la participation des étudiants en tant qu'animateurs de la vie culturelle du quartier.**

Le congrès fut amené à s'inquiéter de l'**augmentation** catastrophique des cas de maladies mentales chez les étudiants et de l'insuffisance des moyens mis à la disposition de la médecine préventive, encore plus accentuée chez les étudiants que dans le reste du pays, et là encore le congrès prit une position à résonance très générale en réclamant un dépistage polyvalent, une coordination entre médecine du travail et médecins de famille, la mise sur pied d'un service de recherches de médecine préventive et une centralisation des données statistiques permettant une étude nécessaire à l'établissement d'une politique d'action sanitaire et sociale.

### *Service militaire, sursis et service civil*

Dans la défense des sursis, à propos desquels on doit encore cette année souligner les nombreux cas de résiliations abusives, l'U.N.E.F. a su montrer que ce n'était pas les étudiants en tant que privilégiés qu'elle défendait, mais dans l'optique de la démocratisation de l'enseignement, la possibilité pour tout le monde de faire des études en fonction uniquement des capacités universitaires de l'individu. **Surtout elle a refusé d'accorder la priorité au problème militaire sur le problème de la culture.**

Le congrès s'est également préoccupé, dans l'éventualité d'une fin du conflit algérien, d'une **reconversion du service militaire**. Un **service civil** pourrait être créé, auquel serait affectée une partie du contingent à l'accomplissement de tâches d'intérêt national et international sous le contrôle des ministères intéressés.

C'est dans la mesure où de telles positions relevant du simple bon sens pourront progresser que des cas comme celui de notre

camarade **Boisgontier** et des objecteurs emprisonnés devront trouver normalement une solution. Nous devons nous féliciter du pas en avant fait, dans ce domaine, par le mouvement syndical étudiant.

### *L'U.N.E.F. et la situation actuelle de l'enseignement*

La situation dramatique de l'enseignement français est maintenant une évidence pour tout le monde. **L'ensemble du pays a pu en prendre conscience à travers les effectifs pléthoriques des classes, les problèmes d'implantation universitaire comme celui de la Halle aux Vins, le problème de la laïcité grâce aux campagnes de l'U.N.E. F. et des syndicats enseignants.**

Les réformes de l'Enseignement n'ont été que mesures démagogiques ne remettant pas en cause les structures fondamentales de l'enseignement et reposant, par surcroît, sur un certain nombre d'erreurs. D'où une extension de la crise (cloisonnement entre les branches de l'enseignement, inexistence d'une orientation psychopédagogique, principe sélectif, etc).

Le congrès fut unanime pour condamner ces réformes et s'élever contre l'insuffisance et le caractère démagogique de la Promotion du Travail, poudre jetée aux yeux du public par le gouvernement et le patronat.

L'Enseignement Technique, avec toute l'importance conférée à cette discipline par l'évolution du monde industriel fut naturellement évoqué, et le Congrès, là encore, sut en donner une définition correspondant aux impératifs de formation et de promotion collective de la nation. Il s'agit bien, en effet, pour l'Enseignement technique, de remplir une quadruple mission : — Elever le niveau de formation théorique, scientifique et technique ; — développer le caractère polyvalent de la formation de base pour permettre une réadaptation aux variations de l'emploi ; — donner aux jeunes ruraux une formation professionnelle sérieuse et adaptée à l'évolution technique et à la modernisation de l'agriculture ; — permettre un accès beaucoup plus facile des femmes aux carrières scientifiques et aux qualifications professionnelles à tous les échelons.

**Sur l'ensemble des problèmes, le Congrès a travaillé dans l'optique définie par P. Gaudes dans son Rapport Moral d'un large front syndical**, et à propos des questions universitaires, la part prise dans les débats par les représentants des syndicats enseignants fut déterminante. Le Congrès manifesta, pour chaque problème, le désir de voir les syndicats ouvriers coopérer avec les étudiants et les enseignants.

**DEMOCRATISATION  
DE L'ENSEIGNEMENT**

«Le 50° Congrès de l'U.N.E.F.

**CONSIDÉRANT** que la représentation numérique des divers groupes socio-économiques dans l'Enseignement ne correspond en rien à leur représentation dans la Nation,

**CONSIDÉRANT** que cet état de fait est dû à la conjonction d'un certain nombre de facteurs essentiels étroitement liés entre eux,

— le barrage économique pour toute une partie de la Nation ;

— l'inadaptation des structures et des méthodes de l'enseignement aux réalités matérielles, psychologiques, sociales, culturelles que les structures économiques conditionnent en permanence ;

**CONSIDÉRANT** notamment que le contenu de cet enseignement, son esprit sélectif, son orientation traditionnelle qui tend à dégager des élites a pu correspondre à une nécessité de la société qui l'a mis en place, mais ne répond ni à la situation économique actuelle ni à un souci de véritable promotion collective,

**CONSIDÉRANT** que les tentatives actuelles de Réforme de l'Enseignement répondent à une nécessité d'adaptation à certains besoins de l'économie et constituent un échec sur le plan d'une réelle démocratisation de l'enseignement, — souligne que cette démocratisation implique la notion de promotion collective, c'est-à-dire la possibilité pour tous d'accéder au maximum des responsabilités dans la Nation, dans la pleine utilisation de leurs capacités.

**DEMANDE** au Bureau de l'U.N.E.F., en liaison avec tous les syndicats et associations socio-professionnels intéressés de lancer l'étude la plus large sur les aspects sociaux, économiques et politiques et les options qu'implique une telle conception.

La démocratisation de l'Enseignement fut envisagée sous tous ses aspects, tant techniques que doctrinaux et le Congrès analysa les causes de l'échec et les options nécessaires pour y remédier, demandant la prise en charge du problème par l'ensemble des mouvements syndicaux.

Le Congrès a repris certaines idées émises à Lyon et relié la notion de démocratisation de l'Enseignement à celle de démocratie économique et sociale. C'est là un progrès remarquable qui dénote la maturité de sa réflexion syndicale et a ouvert la voie à la remise en cause de l'ensemble du système économique français.

**L'étudiant dans la nation**

Le syndicalisme étudiant ne regarde plus l'étudiant en tant que tel, mais en tant que membre de la nation et c'est dans ce contexte que les revendications du Mouvement sont posées. Cette évolution qui date de 1945 et de la **Charte de Grenoble** a abouti en 1961 à une véritable mise en cause des structures économiques du pays. La Motion d'Orientation Générale (que nous publions par ailleurs), demande en effet que l'ensemble du Mouvement étudiant se lance dans l'étude de la place de l'Université dans la vie économique et sociale de la nation, ce travail devant se faire en commun avec les organisations syndicales et les Mouvements de jeunesse. L'U.N.E.F. s'engage ainsi dans une optique syndicale majeure en se lançant dans des problèmes tels que l'aménagement du territoire et la participation à la gestion.

**MOTION  
D'ORIENTATION  
GÉNÉRALE**

Le 50° Congrès, de l'U-N.E.F.,

**CONSTATANT** que les revendications du Mouvement Etudiant concernant : l'équipement universitaire, le logement étudiant, l'adaptation de l'Université à l'Economie nationale et régionale, la démocratisation de l'Enseignement, l'allocation d'études, la Sécurité sociale et les problèmes de santé doivent tenir compte des perspectives démographiques et des prévisions et orientations économiques du pays.

**CONSIDÉRANT** la volonté de gestion des étudiants, tant sur le plan de l'Université que dans le cadre d'une politique « Jeunesse ».

**ESTIME** que le Mouvement Etudiant doit s'interroger sur les structures et les options économiques qui donnent à l'Université sa physionomie actuelle, sur celles qui assureraient un plein développement de la nation, ainsi que sur les possibilités d'expression démocratique en matière de choix économique :

**CONSIDÉRANT** en particulier :

— que la formule du plan de modernisation et d'équipement demeure trop générale, trop indicative ;

— que les prévisions du Plan Le Gorgeu pour l'Education nationale sont demeurées lettres mortes.

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que l'on entend proposer à une Université qui se serait trop longtemps désintéressée de son rôle dans l'économie nationale, la formation de cadres

en fonction des besoins particuliers et à court terme des entreprises et non pas en fonction des besoins à moyen et long terme de la nation.

*DEMANDE* aux A.G.E. d'envisager la possibilité de participer au niveau local et régional avec tous les organismes représentatifs à l'élaboration des plans de développement et d'aménagement du territoire.

*MANDATE* le Bureau pour organiser un stage de formation et de réflexion sur ces problèmes,

*MANDATE* le Bureau pour obtenir la participation de l'U.N.E.F. aux études du IV<sup>o</sup> Plan, dans les domaines qui la concerne.

*MANDATE* le Bureau de l'U.N.E.F. pour étudier avec les Organisations syndicales et les Mouvements de Jeunesse les problèmes de développement et d'adaptation de l'Université, les questions relatives à l'aménagement du territoire et la participation à la gestion.

•

C'est également dans le cadre national que l'U.N.E.F. a abordé les questions de la Jeunesse, examinant la situation des Mouvements de jeunes et l'attitude du gouvernement à leur égard, sans toutefois aborder le fond de la carence des Mouvements de jeunes et d'Education populaire et de la faiblesse numérique de la jeunesse organisée. On peut déplorer que le Syndicalisme étudiant qui regroupe 50 % de la jeunesse étudiante ne se soit pas encore interrogé sur l'échec des Mouvements de Jeunesse en France, se retranchant derrière la formule consacrée « des aspects jeunes des problèmes généraux ». On peut cependant espérer que l'U.N.E.F. arrivera par le travail en commun au sein du G.E.R.O.G.E.P. à mettre sur pied une véritable politique de la jeunesse.

## **Décolonisation et Algérie**

**1960** a bien souvent été baptisée « l'année de l'Afrique ». L'Afrique Noire et l'Afrique du Nord ayant été l'objet de bouleversements considérables, l'U.N.E.F. en a naturellement ressenti les effets par l'intermédiaire des Associations d'étudiants des pays colonisés ou anciennement colonisée, qui en ont directement subi les contrecoups. C'est ainsi, par exemple, que l'assassinat de Lumumba a entraîné une réaction extrêmement vive de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N. F.) et, à la suite de

manifestations, l'expulsion par le gouvernement français de nombreux étudiants africains amenant l'ensemble de leurs camarades à remettre en cause leur présence au sein de l'Université française.

De telles circonstances, outre les répercussions du drame algérien ont poussé l'U.N.E.F. à prendre position, par solidarité d'abord, puis au nom de principes fondamentaux qu'elle a été amenée à redéfinir. La position de leader prise par l'U.N.E.F. au sein du Mouvement étudiant international dans son combat pour une réunification mondiale a également contribué à cet effort de clarification et de netteté de position.

Là encore, l'U.N.E.F. a tenu à définir ses positions avec un certain recul, et à ne pas les déterminer en termes de combat purement négatifs, ce n'est pas sur l'anticolonialisme mais sur la décolonisation que le Congrès a pris position.

### **DECOLONISATION**

*Le 50e Congrès de l'UNEF,*

*REAFFIRME* la position traditionnelle du Mouvement Etudiant en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,

*CONSTATE* que le mouvement général d'émancipation des peuples a conduit ou conduit à l'indépendance des pays africains,

*CONSIDERE* qu'une coopération durable entre la France et les Pays Africains anciennement colonisés exclue toute forme de domination institutionnelle, économique ou militaire,

*SOULIGNE* en conséquence les dangers que présentent certains accords passés entre la France et ces pays, accords qui :

1) sur le plan économique maintient pour l'essentiel les relations de dépendance datant de la période coloniale et empêche le libre choix par ces Etats de structures économiques propres à assurer un développement harmonieux.

2) sur le plan culturel freinent l'adaptation des systèmes d'enseignement, particulièrement de l'Enseignement Supérieur, aux besoins de ces pays.

3) sur le plan politique rendent possible l'ingérence, militaire en particulier, dans les affaires intérieures de ces pays.

*S'ELEVE* contre toute remise en cause du processus de décolonisation totale du continent africain.

*MANDATE* le Bureau de l'UNEF pour développer l'information du milieu étudiant sur les problèmes posés par la décolonisation en Afrique, et l'établissement d'une coopération véritable entre la France et l'Afrique.

•

De même sur le problème algérien, l'U.N.E.F. a toujours tenu à se situer dans la perspective du rétablissement de relations normales entre deux jeunesse en même temps qu'elle affirmait ses positions de fond sur le conflit. Le Congrès précisa notamment que le problème des garanties aux minorités ne devait en aucun cas être compris comme celui des garanties des situations acquises, mais uniquement des droits fondamentaux de la personne humaine et surtout que ces garanties ne devaient en rien constituer un préalable à la négociation dont l'un des buts est précisément d'en définir la nature.

\*  
\* \*

Le 50° Congrès de l'U.N.E.F. fut donc un congrès calme et sérieux. Il posa nettement les problèmes déterminants de la vie de l'Université et de la nation et confirma la qualité du travail effectué par le syndicalisme étudiant. Le rôle de l'U.N.E.F. au sein du

Mouvement syndical français se trouve renforcé. Son souci constant de l'unité syndicale, son esprit de coopération et de solidarité internationale, ses larges possibilités de réflexion et d'action, sa représentativité ne sauraient plus être mis en doute. Le plus grave problème que l'U.N.E.F. aura à résoudre, outre celui de la cohésion de l'actuelle majorité au moment de la prise de position sur les problèmes structurels soulevés, sera sans aucun doute celui de la formation et du renouvellement des cadres, problème spécifique au mouvement et extrêmement délicat, étant donnée la rotation rapide de ces cadres et la difficulté pour un étudiant de mener à bien à la fois ses études et ses responsabilités dans le Mouvement.

En tout cas, un immense espoir s'était levé au Congrès de Lyon et celui-ci a montré que l'U.N.E.F. avait su y répondre. Elle peut envisager l'avenir avec confiance et l'ensemble des forces démocratiques ne peut que s'en réjouir et l'imiter.

**Alain GEISMAR**



Dominique WALLON : La relève est assurée

*Jean Villette*

## Un plan d'action pour les années à venir

par

**Dominique WALLON**

Président de l'U.N.E.F.

**L**E 50° Congrès de l'U.N.E.F. s'est terminé sans position « spectaculaire » sans motion « fracassante »; rien de comparable avec le précédent où les positions prises sur le problème algérien devaient constituer un « tournant décisif » du syndicalisme étudiant.

Et pourtant, ni les journalistes, ni les personnalités syndicales, enseignantes ou administratives présentes, n'ont parlé de recul ou de baisse de tension, bien au contraire. Ils ont pu constater au cours de

ce congrès calme et laborieux, la volonté dont a fait preuve l'U.N.E.F. d'approfondir tous les problèmes auxquels se heurte l'Université d'aujourd'hui.

Des lignes d'action nouvelles ont été mises à jour à partir du travail de l'année écoulée ; des lignes d'action qui sont le reflet d'un mûrissement profond du syndicalisme étudiant.

Le problème algérien, qui avait été une des préoccupations essentielles de l'U.N.E.F. pendant un an, s'est trouvé

inclus dans une réflexion plus large sur la décolonisation dans son ensemble. L'U.N.E.F. a réaffirmé sa volonté de voir aboutir les négociations avec le G.P.R.A. en dénonçant toute tentative de remise en cause de la représentativité de celui-ci par le gouvernement français. En ce sens, elle tient à poursuivre la lutte pour le succès des négociations, avec les autres syndicats ouvriers et enseignants.

Mais, avec ses aspects propres, le problème algérien a amené le problème plus général des rapports de la France avec les pays qu'elle a colonisés. La réflexion du congrès s'est portée sur la mise en œuvre d'une coopération fructueuse et sans équivoque avec les pays anciennement colonisés.

Pour la première fois, les Unions nationales des pays africains étaient présentes au congrès de l'U.N.E.F. : le dialogue sur le plan étudiant a permis d'établir notre volonté mutuelle de voir s'élargir et se développer une coopération qui ne soit pas une forme larvée du néo-colonialisme.

Une autre ouverture a été mise à jour —

ouverture qui est également le fruit des divers travaux de l'U.N.E.F. au cours de cette année passée :

A partir des revendications éparses sur le logement, les bourses, l'allocation d'études, la réforme de ces études, la transformation des méthodes de l'enseignement, l'U.N.E.F. a pu élaborer un cadre général d'action pour l'année à venir.

Ces problèmes syndicaux que l'U.N.E.F. n'avait jusqu'ici abordés que d'une manière dispersée, sont en effet profondément liés à toute la vie économique du pays. C'est en prenant conscience du lien étroit qui existe par exemple entre ses revendications sur le logement et l'aménagement du territoire, sur l'allocation d'études et une perspective générale de réforme et de développement de l'économie française, que le mouvement étudiant a marqué clairement sa volonté d'affronter les problèmes nationaux et a abordé ainsi un nouveau « tournant » peut-être même plus décisif et plus fructueux que les précédents.

## Le message de l'U. G. E. M. A.

*IL nous est particulièrement agréable, après avoir été absents à quatre congrès successifs de l'U.N. E.F., de saluer chaleureusement votre 50e congrès et de vous exprimer nos meilleurs vœux de plein succès dans vos travaux.*

*Si les événements qui ensanglantent notre patrie depuis près de sept ans, ne nous permettent pas d'être parmi vous et de participer effectivement à vos débats, soyez cependant assurés que nous suivons avec le plus haut intérêt et la plus grande sympathie le déroulement de vos travaux.*

*La guerre d'Algérie, par ses proportions gigantesques et ses conséquences tragiques, a marqué profondément les rapports entre Français et Algériens dans tous les domaines. Le Mouvement Etudiant n'a évidemment pas échappé à cette règle.*

*Des divergences profondes sont rapidement apparues sur la nature de la guerre d'Algérie et sur l'attitude à adopter face à ce conflit. Elles se sont rapidement accentuées et ont conduit à la rupture entre l'U.N.E.F. et l'U.G.E.M.A. en décembre 1956.*

*Durant près, de quatre ans, les deux organisations sont demeurées sans aucun rapport, alors que la guerre coloniale se poursuivait avec son lot quotidien de victimes, de souffrances et de malheurs, élargissant chaque jour davantage le fossé qui sépare nos deux pays.*

*Il y a presque un an, des perspectives nouvelles ont été ouvertes par le Congrès de Lyon qui a marqué un tournant décisif dans l'orientation et l'évolution du Mouvement Etudiant Français. Pour la première fois depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954, l'U.N.E.F. prenait clairement position sur le fond politique du problème algérien. Elle dénonçait « le caractère anachronique de la guerre d'Algérie qui entrave le développement normal du processus de la décolonisation dans l'ensemble de l'Afrique » et reconnaissait au peuple algérien le droit naturel et imprescriptible de disposer de lui-même.*

*Une ère nouvelle de coopération basée sur les grands principes universitaires allait s'ouvrir entre l'U.N.E.F. d'une part et les organisations des pays colonisés et nouvellement indépendants, d'autre part.*

*La reprise des relations entre l'U.N.E.F. et l'U.G.E.M.A., consacrée par la déclaration de Lausanne du 6 juin 1960, allait bientôt montrer combien la coopération entre les étudiants*

algériens et français était fructueuse et féconde. Au moment où le conflit atteignait son paroxysme de violence, les deux organisations, par leur action de tous les jours, apportaient la preuve concrète des larges possibilités d'entente et de travail commun dans la mesure où chacun agit sur la base d'un anti-colonialisme conséquent et en conformité avec le principe universel « du droit de tous les peuples à la liberté et à l'indépendance ».

La gravité et l'urgence créées par la guerre d'Algérie exigent que la coopération entre nos organisations porte avant tout sur ce problème vital qui conditionne le présent et l'avenir de nos deux nations.

Avec près d'un an de recul, nous pouvons dire que nos efforts communs n'ont pas été vains et que des résultats encourageants ont été obtenus.

L'U.N.E.F. a su surmonter les multiples obstacles dressés de toute part sur la voie difficile qu'elle s'est choisie. Elle a su honorer les décisions de son 49<sup>e</sup> Congrès et a déployé des efforts méritoires pour « soutenir et promouvoir sur les plans national et local toute action positive pouvant rapprocher une solution du conflit. »

Un vaste mouvement d'opinion contre la guerre coloniale d'Algérie s'est développé ces derniers temps en France. L'U.N.E.F. y a joué un rôle de premier plan. Elle a contribué au renforcement de l'action de toutes les forces démocratiques françaises en faveur d'une solution pacifique et juste du conflit algérien.

Le gouvernement français qui, à l'image de ses prédécesseurs s'est obstinément refusé de voir la réalité algérienne dans ses véritables données et qui a délibérément tourné le dos à la paix, semble revenir, par la force des choses, à une vision plus objective et plus réaliste de la conjoncture algérienne.

La négociation sans préalable sur les conditions d'application de l'autodétermination qui va s'ouvrir prochainement entre le gouvernement français et le gouvernement provisoire de la République algérienne, ouvre de nouvelles perspectives et permet des espoirs. Cependant, des obstacles et des difficultés multiples jalonnent la voie de la paix. D'une part, les forces colonialistes et agressives encore très puissantes, s'opposent à toute solution pacifique et s'emploient par tous les moyens à faire échec à toute tentative de règlement négocié du conflit. D'autre part, le gouvernement français, tout en montrant un assouplissement dans la procédure, ne semble pas renoncer à certaines exigences et à certaines fictions qui risquent de remettre tout en cause. Vouloir imposer un cessez-le-feu ou une trêve avant un règlement de toutes questions politiques relatives à l'application de l'auto-détermination, vouloir amputer l'Algérie d'une de ses parties et porter atteinte à l'unité et à l'intégrité de son territoire, c'est tourner délibérément le dos à une paix véritable.

Il est nécessaire de voir la réalité en face et d'agir en conséquence. Si nous devons nous féliciter des progrès réalisés et des possibilités encourageantes qui se dégagent aujourd'hui, nous devons aussi nous garder de tout optimisme excessif. Bien au contraire, et plus que jamais, toutes les forces favorables à la paix doivent redoubler de vigilance et d'efforts pour éviter que de cruels précédents, comme celui de Melun, se répètent. Dans la phase cruciale où se trouve engagé aujourd'hui le peuple algérien, il est capital de ne pas laisser les chances de paix se gaspiller. Il est impérieux de mobiliser en permanence toutes les énergies pour assurer le succès des négociations et mettre ainsi fin à une guerre tragique qui n'a que trop duré.

Plus que par le passé, la pression de l'opinion publique doit se faire ressentir dans toute sa vigueur, pour faire échec à toutes les tentatives et à toutes les manœuvres des colonialistes impénitents qui n'ont en aucun cas renoncé à leurs objectifs et qui espèrent toujours perpétuer leur domination par la guerre au mépris des intérêts véritables de nos deux pays.

Dans cette perspective, l'U.N.E.F. a une lourde et exaltante mission à accomplir. Les moments cruciaux que nous vivons présentement lui commandent de rester à l'avant garde des forces qui luttent pour la paix.

Dans ce dur combat elle peut compter sur la sympathie et le soutien de tous les étudiants du monde.

Les liens qui se forment aujourd'hui entre étudiants Français et Algériens dans la lutte pour un idéal de liberté et de paix constituent sans aucun doute les meilleurs gages pour l'avenir des relations entre nos deux peuples et sauvegardent les possibilités d'une coopération librement consentie entre la France et l'Algérie, en tant que pays indépendants et égaux.

Tunis, le 24 mars 1961

Le Comité Exécutif de l'UGEMA.